

Pour contrer les États-Unis, les pays de l'OPEP se lancent dans la guerre des prix du pétrole



Les pays producteurs de pétrole sont bien décidés à faire la peau aux producteurs de gaz de schiste. Adversaire nommément désigné : les États-Unis. Les européens pourraient tirer profit de la situation.

Avec Jean-Marc Sylvestre

L'information a remué les milieux financiers et les marchés européens ont fait un bond en avant. Preuve que, pour les analystes, l'Europe pourrait finalement profiter des errements de la politique étrangère américaine. Cette information provient d'Arabie Saoudite, premier producteur mondial de pétrole et leader du syndicat des producteurs, l'OPEP. L'Arabie Saoudite, c'est 50% de la production de pétrole et 80% des réserves prouvées. Ali al-Naimi (photo), le ministre saoudien du pétrole, a quasiment déclaré la guerre du pétrole.

Les faits : pour l'OPEP, la baisse des prix du pétrole est illégitime. Une part de cette baisse est liée à un déficit de la demande, imputable au ralentissement de l'activité dans les pays fortement consommateurs. Mais la cause principale réside dans une offre de pétrole gonflée par les pétroles de schiste, exploités massivement aux États-Unis. "On pouvait réguler la baisse des prix en fermant les vannes", explique-t-on à Ryad. Mais à quoi bon fermer les vannes saoudiennes si les robinets américains coulent à flot.

[\[LES AUTRES ARTICLES DE VOTRE BRIEFING ATLANTICO BUSINESS\]](#)

[Suivre @atlanticobiz](#)

 Like 15 people like this. Sign Up to see what your friends like.

Les chiffres : avant la crise de 2009, le pétrole valait 140\$. Aujourd'hui, c'est moins de 50\$ Le pétrole de schiste vaut 20 dollars le baril. Il a permis de tirer la reprise américaine et va faire des USA le premier producteur exportateur de pétrole du monde. Le problème dans ces chiffres, c'est qu'ils en cachent d'autres. Si l'Amérique continue de faire la sourde oreille, comme c'est le cas avec le Moyen-Orient, le prix du pétrole va continuer de baisser.

De 40\$, il peut tomber encore plus bas et pourquoi pas à 20\$, le baril. Pour l'Arabie saoudite, il n'y a aucun problème : son pétrole coûte 5 dollars le baril. C'est le moins cher du monde à exploiter. Les pays membres de l'OPEP peuvent donc laisser filer le prix, jusqu'à ce qu'il soit insupportable pour les américains. Les saoudiens sont prêts à descendre aussi bas. Dans ce cas-là, la baisse des prix qui pouvait être une bonne affaire va engendrer des catastrophes et faire des victimes.

Les gagnants et les perdants : on va trouver des morts chez tous ceux qui produisent un pétrole à un coût supérieur à 20 dollars le baril. C'est-à-dire chez tous les producteurs du monde. Dans la mer du Nord, en Afrique, en Russie, au Canada. Il va falloir fermer les forages, aucun intérêt économique de produire un pétrole aussi cher. Mais aux États-Unis aussi il va falloir ramasser les victimes, notamment dans les grandes familles du Texas qui exploitent des concessions de pétrole traditionnel dans le désert et dans le golfe du Mexique. Le parti républicain ne va pas se laisser déplumer. Les grandes familles de Dallas peuvent descendre leur prix au niveau des pétroles de schiste qu'ils exploitent également. Mais en deca de 20 dollars, ça ne marche plus.

Du côté des gagnants d'un tel bras de fer, on va trouver toutes les économies qui achètent leur pétrole en dollar sur les marchés internationaux. A commencer par les émergents et les pays européens. **Le pétrole à 20 dollars, c'est une aubaine formidable pour nourrir la croissance économique et alléger sa facture.** Les chocs pétroliers ont toujours plombé l'activité car ils agissent comme une taxation supplémentaire. Les contre-chocs pétroliers pourraient jouer dans le sens inverse. A condition que les pays soient préparés pour les digérer.

Cette affaire va, en France, produire des effets collatéraux et secondaires qui ne sont pas forcément positifs pour l'avenir. La baisse spectaculaire des prix du pétrole exonère les acteurs du système de faire des efforts de productivité. **Un pétrole pas cher nous exonère également de faire des recherches sur les gaz de schiste.** Cette situation est bénéfique à court terme, catastrophique à long terme. Elle impose aux formations politiques de revoir leur copie en matière de politique énergétique. Le mouvement des écologistes, par exemple, se garde bien de commenter ces événements. Et pour cause, ils ne savent plus où ils habitent.

La seule conclusion tangible, c'est que l'Amérique d'Obama, **en autorisant l'exploitation massive des gaz de schiste, à déstabilisé complètement le marché et déséquilibré toute la région de l'OPEP.** Les effets induits par cette affaire sont difficiles à imaginer. On devait pouvoir profiter des bénéfices de l'économie de marché, sans mettre en marche des mécanismes de déstabilisation incontrôlables comme c'est le cas aujourd'hui au Moyen-Orient, en Russie, en Irak ou dans les pays du Golfe. La diplomatie internationale aura rarement vue pareille incompétence dans l'appréhension de l'évolution des rapports de forces internationaux.